



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 29 mai 2017

"inOui" à SNCF : **un nouveau pas vers la privatisation !?!**

C'est par voie de presse que la Fédération SUD-Rail a été informée que la SNCF allait remplacer le sigle mondialement connu « TGV » par une nouvelle marque appelée « inOui » et ce dès le mois de juillet prochain.

La création de cette nouvelle marque qui devrait être annoncée par le président PEPY ce lundi 29 mai va bien au-delà d'un changement d'une dénomination et la Fédération SUD-Rail craint que ce soit un pas supplémentaire vers la filialisation de la grande vitesse en France.

Sous prétexte d'une concurrence déjà ouverte sur les réseaux à grande vitesse, mais qui n'a attiré aucune autre entreprise ferroviaire, la direction SNCF avait déjà annoncé sa volonté de développer l'offre low-cost « OUIGO » afin d'atteindre rapidement 25% de l'offre à grande vitesse. Avec la création de « inOui », **l'entreprise publique entérine donc l'offre grande vitesse à deux vitesses, celle des pauvres et celle des riches !**

Pour la Fédération SUD-Rail, la création de cette marque, sous-tend une politique industrielle et commerciale qui va accroître le démantèlement du service public ferroviaire. En isolant cette partie du service de transport ferroviaire, la direction SNCF se met en mesure de pouvoir privatiser un pan entier de l'entreprise publique, c'est difficilement acceptable quand on sait que c'est l'argent public qui a permis la construction et l'exploitation du réseau des Lignes à Grandes Vitesses (LGV) existantes.

Alors que l'Etat laisse le poids des dettes d'exploitations de la LGV Tours/Bordeaux et d'un Partenariat Public Privé (PPP) qui ne garantit que les bénéfices du groupe Vinci (déficit estimé pour la SNCF à plus de 100 millions d'euros par an) aux seuls cheminots et usagers ; La Fédération SUD-Rail demande la dénonciation des contrats de PPP existants ainsi que la réintégration des LGV privés (contournement Nîmes/Montpellier, Bretagne/Pays de Loire, Poitiers/Bordeaux) dans la sphère publique, seul moyen de garantir un accès au train pour le plus grand nombre de nos concitoyens et un véritable service public de transport ferroviaire.